



2, rue de la Chaudronnerais
BEAUCÉ - BP 10258
35302 FOUGERES CEDEX

Tél : 02 99 99 30 50
Email : accueil@leco.fr

LECO

Expertise Comptable - Commissariat aux comptes

AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DU PAYS DE FOUGERES

Bâtiment le Fil
1 Rue de la Moussais
35300 FOUGERES

SIRET 451 192 579 00030

Rapport sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DU PAYS DE FOUGERES

Bâtiment Le Fil
1 Rue de la Moussais
35300 FOUGERES

SIRET 451 192 579 00030

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE DU PAYS DE FOUGERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Fougères,
Le 28 avril 2025*

Pour la Société LECO
Vincent LEGEI
Commissaire aux comptes

Sébastien Legeai
Commissaire aux comptes



Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	4 618	3 109	1 509	17 474
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	15 659	13 899	1 760	2 722
Autres immobilisations corporelles	80 079	63 303	16 775	34 435
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	250		250	250
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	100 606	80 312	20 295	54 881
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	456		456	914
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	185 704		185 704	2 000
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	349 405		349 405	281 125
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	340 765		340 765	519 141
Charges constatées d'avance	8 022		8 022	3 038
TOTAL III	884 351		884 351	806 217
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecarts de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	984 958	80 312	904 646	861 099

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	674 703	568 257
Excédent ou déficit de l'exercice	38 402	106 446
	Situation nette	713 105
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	TOTAL I	713 105
Comptes de liaison	II	674 703
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
	TOTAL III	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	64 436	
Provisions pour charges		
	TOTAL IV	64 436
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		12 358
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 900	17 497
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	103 369	86 450
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 837	70 090
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
	TOTAL V	127 106
Ecart de conversion passif	VI	186 395
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	904 646
		861 099

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	259 852	257 086
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		2 022
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	202 300	122 215
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	386 723	353 178
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 500	5 634
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	289	274
TOTAL I	851 664	740 409
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	639	2 112
Variation de stocks	457	-914
Autres achats et charges externes	148 922	143 054
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	31 499	13 996
Salaires et traitements	400 736	332 731
Charges sociales	153 853	117 412
Dotations aux amortissements et dépréciations	80 365	16 522
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 970	95
TOTAL II	824 442	625 009
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	27 222	115 401
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	14 419	1 772
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	14 419	1 772
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	348	1 052
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	348	1 052
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	14 070	720
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	41 293	116 121

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	38 406	10 999
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	38 406	10 999
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	15 659	18 378
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21 947	
TOTAL VI	37 606	18 378
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	800	-7 379
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	3 691	2 295
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	904 489	753 180
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	866 087	646 734
EXCEDENT OU DEFICIT	38 402	106 446
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 904 646 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 38 402 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'ALE du Pays de Fougères est une association Loi 1901 qui sensibilise et accompagne les acteurs du territoire du Pays de Fougères afin de les aider à intégrer les enjeux énergétiques pour mieux vivre aujourd'hui et demain.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

L'association exerce son activité sur Fougères Agglomération et sur Couesnon Marches de Bretagne

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 904 646 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 38 402 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| • Logiciels | 3 à 5 ans, |
| • Constructions | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier | 4 à 8 ans, |
| • Autres | 3 à 5 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du coût moyen unitaire pondéré" (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 64 435 euros.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à XXX%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à XXX euros.

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité n'a pas souscrit de nouveaux emprunts.

La totalité des emprunts en cours ont été remboursé au cours de l'exercice.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, certaines activités lucratives accessoires et non prépondérantes font l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du tableau particulier ci-joint :

	Secteur lucratif	Secteur non lucratif
Chiffre d'affaires et subventions	143 141	705 734
Impôt sur les sociétés	714	

Etat des immobilisations

CADRE A		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		24 541		
TOTAL		24 541		
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Générales, agencements et aménagements constructions				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage		15 659		
- Générales, agencements et aménagements divers		598		
Matériel :				
- De transport		17 747		
- De bureau et informatique, mobilier		75 443		3 290
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL		109 446		3 290
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés		250		
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL		250		
TOTAL GENERAL		134 238		3 290
CADRE B		Diminutions	Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
		Virement		Cession
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		19 923	4 618	
TOTAL		19 923	4 618	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage			15 659	
- Gales, agencements et aménagements divers			598	
Matériel :				
- De transport		16 999	748	
- De bureau et informatique, mobilier			78 733	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL		16 999	95 738	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés			250	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			250	
TOTAL GENERAL		36 922	100 606	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				7 068	15 965	19 923	3 109
TOTAL				7 068	15 965	19 923	3 109
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				12 937	962		13 899
Installations générales, agencements et aménagements divers				598			598
Matériel de transport				4 859	12 639	16 999	499
Matériel de bureau et informatique, mobilier				53 896	8 311		62 207
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				72 289	21 912	16 999	77 202
TOTAL GENERAL				79 357	37 877	36 922	80 312
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES			TOTAL GENERAL NON VENTILE		
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	185 704	185 704	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 429	4 429	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	341 986	341 986	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	2 990	2 990	
Charges constatées d'avance	8 022	8 022	
TOTAL	543 130	543 130	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 900	16 900		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	20 716	20 716		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	53 004	53 004		
Impôts sur les bénéfices	11 497	11 497		
Taxe sur la valeur ajoutée	17 480	17 480		
Autres impôts, taxes et assimilés	672	672		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	6 837	6 837		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	127 106	127 106		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	13 358			

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	568 257		106 446		674 703
Excédent ou déficit de l'exercice	106 446				38 402
Situation nette	674 703		106 446		713 105
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	674 703		106 446		713 105

Commentaire

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)					
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 990	10 562
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	28 145	24 725
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 837	70 090
Instruments de trésorerie		
TOTAL	49 973	105 377

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	29 505	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	279	
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	29 784	

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	8 022	3 038
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		8 022	3 038

Commentaire